



Awa Diop Sow

Étudiante en quatrième année dans le programme « Développement international et mondialisation avec une mineure en droit civil », à l'Université d'Ottawa au Canada, Awa Diop Sow se passionne pour les relations internationales, les enjeux du développement ainsi que la place de l'Afrique dans le Monde. Elle collabore avec Thinking Africa notamment au sujet de la politique internationale des États de l'Afrique de l'Ouest.

## LA GAMBIE APRÈS LES PREMIÈRES ÉLECTIONS GÉNÉRALES POST JAMMEH : COMMENT CONSOLIDER LA DÉMOCRATIE ?

Dans un pays où la dictature a régné pendant 20 longues années, qui aurait cru que des élections libres et transparentes puissent se tenir et que les résultats soient annoncés par la commission électorale indépendante sans aucune influence du pouvoir ? Lorsque les Gambiens se rendaient aux urnes, peu d'entre eux avaient du mal à croire que ces élections marqueraient un grand tournant dans l'histoire politique de leur pays. Jamais en 50 ans, il n'y avait eu en Gambie une transition du pouvoir à travers des élections : le régime autoritaire de Jammeh donnait encore moins d'espoir. Le 1er décembre 2016, Adama Barrow<sup>1</sup> remporte haut la main les élections et devient le 3<sup>e</sup> président de la Gambie. L'acquiescement de Jammeh sur sa défaite au lendemain des élections étonne les Gambiens et la communauté internationale qui s'attendaient plus à des représailles. Malheureusement, la stupéfaction ne fut que de courte durée, il conteste les résultats et demande qu'une nouvelle élection soit faite. Entraînant ainsi leur mécontentement, l'Union Africaine, le conseil de sécurité et la CEDEAO<sup>2</sup>, l'invitent à reconnaître sa défaite. La menace d'emploi de la force par la CEDEAO l'a finalement poussé à céder le siège présidentiel à son successeur Adama Barrow.

Nonobstant deux décennies sous le joug d'un régime autoritaire, le peuple gambien réussi à s'en défaire par une transition démocratique historique, acclamée par la communauté internationale. Il s'approprie à nouveau ses droits politiques et marque selon plusieurs observateurs un nouveau pas vers la démocratie avec la mise en place d'une élection jugée par Ibn Chambas, crédible et transparente<sup>3</sup>. La Gambie redécouvre-t-elle la démoc-

cratie ? Comment en est-on arrivé à une redécouverte de la démocratie ? Quel a été le rôle de la CEDEAO dans l'opération "restauration de la démocratie" en Gambie<sup>4</sup> ? Cette opération signifie-t-elle que les acquis démocratiques sont irréversibles dans la région ouest Africaine ? Comment consolider ce nouveau régime politique adopté par la Gambie ? Telles, sont les questions auxquelles nous tenterons de répondre.

### PRÉEXISTENCE D'UNE DÉMOCRATIE PARTIELLE ?

Mis à part la tentative de coup d'État en 1981, la Gambie depuis son accession à l'indépendance en 1965, connaît une période de stabilité politique mais aussi de paix et de respect des droits humains même si l'économie était en crise. Sous le règne de Dawda Jawara (1970-1994), il existait plusieurs partis politiques qui jouissaient tous du droit d'opérer librement et de contester les élections, donnant ainsi vie au pluralisme politique qui est une des bases de la démocratie.<sup>5</sup> Entre 1960 et 1992, la Gambie a connu 11 élections parlementaires et 5 élections présidentielles qui ont été jugées libres et équitables dans l'ensemble. Durant les années 70-90, Jawara a été un acteur dans la consolidation de la démocratie en Afrique, en étant actif dans plusieurs organisations internationales<sup>6</sup>. La Gambie accueille en

UNOWAS, M. Mohamed Ibn Chambas, le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)Dakar, jeudi 26 janvier 2017, <https://unowas.unmissions.org/>

4. The Gambia : UN and partners hail 'goodwill' of former President Jammeh ; commit to work for his dignity, security, UN News Centre, <http://www.un.org/>, 22 janvier 2017

5. The Gambia : UN and partners hail 'goodwill' of former President Jammeh ; commit to work for his dignity, security, UN News Centre, <http://www.un.org/>, 22 janvier 2017

6. Encyclopedia of African History, Volume 1, A-G, Kevin Shillington, Éditeur, published in 2005 by Fitzroy Dearborn Taylor and Francis Group, (en ligne), <https://books.google.sn/>

1. Adama Barrow, Membre du parti démocratique unifié, actuellement 3<sup>e</sup> président de la Gambie depuis janvier 2017, successeur de Yahya Jammeh.

2. CEDEAO, Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest, organisation intergouvernementale créée le 28 mai 1975, comptant 16 États membres.

3. « LA RÉOLUTION DE LA CRISE EN GAMBIE EST UN SUCCÈS DE LA DIPLOMATIE PRÉVENTIVE RÉGIONALE »,

1980, la réunion qui a mis en place la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, appelée aussi Banjul Charter (Jallow-2013). La liberté d'expression prévalait avec des multiples et divers organes de presse relativement indépendants puisque les grands journaux et les médias audiovisuels étaient souvent contrôlés par le gouvernement. Cependant, il y avait la présence d'autres journaux indépendants qui critiquaient le gouvernement en place dans les années 90, sauf que leur influence sur l'étendue du territoire n'était pas si importante que ceux contrôlés par l'État, faute de moyens et de ressources. Contrairement aux autres pays africains qui après leur indépendance optaient pour une politique de nationalisation des entreprises, la Gambie, elle se penche plutôt sur une politique de néolibéralisme avec une ouverture sur le marché international basé sur une démocratie fonctionnelle. Des objectifs de développement sont mis en place pour subvenir aux besoins primaires comme les infrastructures, l'éducation, la santé. Par exemple, le taux d'inscription à l'école primaire évolue progressivement suivant les années; 28.40 % en 1971 et 63.17 % en 1994. Il en est de même pour l'espérance de vie qui passe de 32.04 % en 1960 à 53.20 % en 1994 (Banque mondiale)<sup>7</sup>. Le pays commence à bénéficier de l'aide internationale, malencontreusement la politique de gouvernance de Jawara commence à connaître un mauvais tournant, vers les années 80 avec une profonde division de la population en catégories sociales opposées. Jawara est accusé de favoriser l'enrichissement des riches au détriment des pauvres. Les institutions comme le système judiciaire commençait à perdre sa crédibilité puisque les juges étaient choisis par les membres du PPP<sup>8</sup>, L'opposition commençait à être marginalisée sous menace de faire ses leaders disparaître de la scène politique s'ils allaient à l'encontre des intérêts du parti au pouvoir<sup>9</sup>. Cette politique entraîne une tentative de coup d'État en 1981 causant près de 500 victimes poussant ainsi Jawara à faire une réforme politique et économique. L'aide de la Banque mondiale permet de diminuer l'inflation mais le taux de chômage parallèlement augmente. La réforme politique quant à elle n'a connu pratiquement aucun changement comme la réforme économique. Cette politique toxique adoptée par le gouvernement montrant une ineptie face aux problèmes économiques, la méfiance des populations vis à

7. La Banque Mondiale, Données, Gambie, (en ligne) <https://donnees.banquemondiale.org/pays/gambie>

8. PPP, People's Progressive Party, Parti dominant dans les années 1965 avec le président Jawara

9. Carlene J Edie, Democracy in the Gambia: Past, Present and prospects for the future, Africa development, VOL XXV, NOS 3 & 4, 2000, en ligne, [www.ajol.info/index.php/ad/article/view/22106/19406](http://www.ajol.info/index.php/ad/article/view/22106/19406)

vis des institutions mais aussi l'échec de la confédération Sénégalienne ont entraîné inévitablement la chute du gouvernement de Jawara en 1994 par un groupe armé. Force est de constater que les conditions requises pour l'ancrage d'une démocratie totale manquaient.

#### SOUS L'EMPRISE DE JAMMEH

En 1994, le lieutenant Jammeh, 29 ans à cette époque s'empare du pouvoir par un coup d'État pendant que Jawara était en déplacement à Londres. En 1996, Jammeh est élu président de la République par des élections largement critiquées par la communauté internationale. Caractérisées par l'intimidation et la violence, plusieurs partis de l'opposition étaient interdits d'y participer.<sup>10</sup> Dès lors il sera réélu lors des élections de 2001, 2006, et 2011 : celles de 2006 et 2011 ont néanmoins été jugées par les Nations Unies comme étant libres et justes. L'opposition existait, mais subissait une forte oppression du gouvernement de Jammeh. Ses leaders, étaient arrêtés et enfermés la plupart du temps. Le cas le plus récent est celui de Ousainou Darboe responsable du parti démocratique unifié, arrêté avec 18 manifestants pacifiques en avril 2016, condamnés à 3 ans d'emprisonnement pour manifestation non autorisée. Ils revendiquaient la libération d'un membre de leur partie enfermé 2 jours plus tôt et une enquête sur la mort d'un de leurs partisans. "La condamnation de figures de l'opposition telles que Ousainou Darboe s'inscrit dans un enchaînement de violations commises à l'encontre des personnes qui osent s'exprimer en Gambie"<sup>11</sup>. Les organisations pour les droits humains ont longtemps dénoncé ce régime autoritaire où la liberté d'expression était bannie, les droits humains violés, surtout avec "la soi-disant cure pour le VIH", et son mépris vis à vis des homosexuels. Plusieurs activistes, journalistes pour les droits humains disparaissaient et étaient victimes d'oppression (torture, emprisonnement) par les forces de police ou de groupes paramilitaires comme les Junglers<sup>12</sup>, qui opéraient sous les directives de Jammeh (Human rights watch

10. State of fear, Arbitrary arrests, Torture and Killings, Human rights watch, 16 septembre 2015, (en ligne), <https://www.hrw.org/report/2015/09/16/state-fear/arbitrary-arrests-torture-and-killings>

11. Déclaration de Stephen Cockburn, directeur adjoint du bureau régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, 20 juillet 2016

12. Junglers, corps d'opération spéciale opérant sous les ordres de l'ancien président yahya Jammeh, le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture a écrit dans un rapport de 2015, « Les Junglers procédait à des « arrestations arbitraires, des détentions, des tortures, des disparitions forcées et des exécutions extrajudiciaires » », The real and imagined crimes of Gambia's Yahya Jammeh, mardi 14 février 2017,

-2015). Jammeh devenait un élément perturbateur dans la sous-région avec ses multiples menaces surtout avec le Sénégal et les non respect des traités internationaux ratifiés se faisant des ennemis tout au long de son règne. C'est l'une des raisons pour laquelle il n'a reçu presque aucun soutien de ses voisins lors des élections passées. Ils ont presque tous été des acteurs de son départ en intervenant à travers la CEDEAO.

#### CEDEAO: AU SECOURS À LA DÉMOCRATIE

Après 22 ans au pouvoir, Yaya Jammeh, président sortant de la Gambie, est battu durant les élections présidentielles du 1er décembre 2016, par son opposant Adama Barrow. L'opposition remporte 43.3 % des voix contre 39.6 % pour le parti au pouvoir<sup>13</sup>. Jammeh reconnaît dans un premier temps sa défaite, mais en dépit des résultats, il finit par les contester le 9 décembre 2016 en les rejetant officiellement. Il réclame un nouveau scrutin et déclare l'état d'urgence pour 90 jours. Dans une déclaration à la presse, le conseil de sécurité a condamné fermement la déclaration de Jammeh sur le refus des résultats officiels de la commission électorale indépendante. Le processus de médiation, initié par le président nigérian Buhari, médiateur de la CEDEAO et Ellen Johnson présidente du Liberia, afin de convaincre Jammeh de céder pacifiquement le pouvoir échoue. Jammeh s'obstine au pouvoir. La violation des articles 1b et 1c du protocole de la démocratie et de la bonne gouvernance, ratifié par la Gambie et l'article 45 donne le pouvoir à la CEDEAO d'intervenir<sup>14</sup>. Par la suite une résolution [2337 (2017)], est présentée par le Sénégal, et est adoptée à l'unanimité par le conseil de sécurité<sup>15</sup>. Il donne feu vert à la CEDEAO d'intervenir en Gambie pour déchoir Jammeh de ses fonctions afin que le président élu puisse entrer en fonction. Parallèlement, le nouveau président prête serment à l'ambassade de la Gambie au Sénégal le 18 janvier 2017. Suite aux menaces de la CEDEAO d'intervenir militairement en Gambie, le président sortant Yaya Jammeh après s'être entretenu avec le président de la Guinée Conakry et de la Mauritanie pour une dernière tentative de médiation décide enfin de céder le pouvoir et se réfugie en Guinée Équatoriale, pays connu pour la violation des droits humains. Le succès de l'intervention

13. Forbes Afrique, Gambie : de la présidentielle au retour du président Barrow, Javier Cacho Gómez le 26 janvier 2017, [http://www.forbesafrique.com/Gambie-de-la-presidentielle-au-retour-du-president-Barrow\\_](http://www.forbesafrique.com/Gambie-de-la-presidentielle-au-retour-du-president-Barrow_)

14. Protocol A/SP1/12/01 on Democracy and Good Governance Supplementary to the Protocol relating to the Mechanism For Conflict Prevention, Management, Resolution Peacekeeping and Security, 2001

15. Gambia: Security Council backs regional efforts to ensure peaceful transfer of power to Barrow, UN News Centre, <http://www.un.org/News/>, 19 janvier 2017

de la CEDEAO consiste dans le fait qu'elle ait réussi sa mission de restaurer la démocratie en délogeant Jammeh sans pour autant faire usage de la force en tant que telle. Si la CEDEAO faisait usage des forces militaires, il se pourrait que la stabilité politique du pays soit perturbée avec des altercations entre les partisans de Jammeh et de Barrow. Deuxièmement, cette intervention a démontré au reste du monde que l'Afrique de l'Ouest est capable de maintenir la paix et veiller au respect de la démocratie de façon autonome sans l'aide de puissances étrangères. Rappelons qu'en 36 ans, la CEDEAO est intervenue dans plusieurs pays membres pour maintenir la paix dans la sous-région même si certaines de ces opérations n'ont pas toujours été un succès. Ce principe de responsabilité de protéger des pays membres est comme le fil conducteur de l'organisation. Nous pouvons-nous demander si cette intervention est un message ou une leçon pour les dirigeants des pays membres qui voudront se cramponner au pouvoir comme Jammeh ?

#### LES DÉFIS DU NOUVEAU GOUVERNEMENT : CONSOLIDER UNE DÉMOCRATIE FRAGILE

##### consolider la séparation des trois pouvoirs

La séparation des trois pouvoirs est l'assise de la démocratie. En Gambie, on observe que sous les règnes de Jawara et Jammeh, l'exécutif contrôlait les deux autres branches à savoir le législatif et le judiciaire. Cette séparation des trois pouvoirs est essentielle à la protection des droits fondamentaux de l'homme. La constitution gambienne prévoit la séparation claire de ces trois pouvoirs mais le problème qui se pose est le non-respect des dispositions de la constitution. Puis la séparation des pouvoirs permet d'éviter de sombrer dans le despotisme. Montesquieu à cet effet explique que "si l'exécutif contrôle le législatif, rien ne l'empêche de se corrompre et de voter des lois qui lui sont favorables. Puis lorsque l'exécutif contrôle le judiciaire, aucun contrôle de l'action publique n'est possible."<sup>16</sup> Ce qui explique pourquoi le gouvernement persécutait les acteurs de la société civile (journalistes, activistes etc.). Le gouvernement de Barrow doit, pour consolider cette démocratie, veiller à ce que la séparation des trois pouvoirs soit respectée avec un corpus judiciaire fort et des juges professionnels et une reconstruction des institutions.

##### b) Restaurer la liberté de la presse

Sans la liberté de la presse, il n'y a pas existence de démocratie. Sous la dictature de Jammeh de nombreux journalistes étaient tués ou emprisonnés. Toutes critiques contre l'État étaient considérées comme une atteinte à la sûreté de l'État, qui avait pour conséquence

16. La séparation des pouvoirs, <http://www.bonjourde-france.com/>, consultée 28-08-17

l'emprisonnement à vie. Le nouveau gouvernement doit procéder à l'abrogation de plusieurs lois comme celle portant sur la communication et l'information votée en 2013 qui constituent des obstacles à la liberté de la presse gambienne. Il doit aussi veiller à la formation de journalistes, éviter les médias de propagande et mettre en place une presse de qualité qui respecte toutes les normes en matière d'éthique et de déontologie. Dans le même élan, il doit encourager aussi l'ouverture d'autres chaînes de télévision indépendantes du contrôle de l'État. Il y a en Gambie une seule chaîne de télévision nationale appartenant à l'État. Rappelons que la liberté de la presse, permet au peuple de s'informer sur les affaires de la cité, en évaluant leurs dirigeants et leurs représentants pour ainsi leur permettre de construire leur opinion propre et non celle choisie par l'État.

### *C) Reconstruire la cohésion sociale et l'unité nationale*

Le nouveau gouvernement a comme défi l'unification du pays. Le peuple gambien est un peuple traumatisé par le régime autoritaire précédent. Les nouvelles autorités devront travailler pour rehausser l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes à travers des institutions solides qui les mettront en confiance. Il va falloir veiller à ce que tous les Gambiens indépendamment de leurs appartenances ethniques et politiques se sentent citoyens de la nouvelle Gambie. "La reconstruction de la cohésion sociale et l'unité nationale est le meilleur chemin vers une Gambie unie et appartenant à tous sans discrimination. Reconstruire une culture démocratique et des droits humains, de la tolérance, et de la séparation claire des pouvoirs est une nécessité impérieuse, même si cela va certainement prendre quelque temps."<sup>17</sup>

### *d) Lutter contre l'impunité*

En Gambie, une enquête doit être menée pour tous les portés disparus, aussi sur toute injustice, les morts de certains opposants, journalistes, activistes et citoyens. Aucune impunité ne devrait être tolérée vis-à-vis de l'ancien gouvernement mais aussi à l'avenir. Jammeh devra répondre à toutes les injustices commises à la cour pénale internationale comme les anciens présidents de la Côte d'Ivoire et du Tchad Laurent Gbagbo et Hussein Habré. La CEDEAO a assuré le respect des droits de l'ancien chef de l'Etat gambien mais n'a en aucun cas garanti son impunité. L'ONU promet d'appuyer le nouveau gouvernement dans sa lutte contre l'impunité.

17. Pour une nouvelle gambie fondée sur le respect des droits humains, Amnesty international, Alioune Tine, directeur d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, 6 avril 2017, [www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2017/04/](http://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2017/04/)

## BIBLIOGRAPHIE

LA RÉOLUTION DE LA CRISE EN GAMBIE EST UN SUCCÈS DE LA DIPLOMATIE PRÉVENTIVE RÉGIONALE», UNOWAS, M. Mohamed Ibn Chambas, le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)Dakar, jeudi 26 janvier 2017, <https://unowas.unmissions.org/>

The Gambia: UN and partners hail 'goodwill' of former President Jammeh; commit to work for his dignity, security, UN News Centre, <http://www.un.org/>, 22 janvier 2017

The Gambia: UN and partners hail 'goodwill' of former President Jammeh; commit to work for his dignity, security, UN News Centre, <http://www.un.org/>, 22 janvier 2017

Encyclopedia of African History, Volume 1, A-G, Kevin Shillington, Éditeur, published in 2005 by Fitzroy Dearborn Taylor and Francis Group, (en ligne), <https://books.google.sn/>

La Banque Mondiale, Données, Gambie, (en ligne) <https://donnees.banquemondiale.org/pays/gambie>

Carlene J Edie, Democracy in the Gambia: Past, Present and prospects for the future, Africa development, VOL XXV, NOS 3 & 4, 2000, en ligne, [www.ajol.info/index.php/ad/article/view/22106/19406](http://www.ajol.info/index.php/ad/article/view/22106/19406)

State of fear,Arbitrary arrests, Torture and Killings, Human rights watch, 16 septembre 2015, (en ligne), <https://www.hrw.org/report/2015/09/16/state-fear/arbitrary-arrests-torture-and-killings>

Déclaration de Stephen Cockburn, directeur adjoint du bureau régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, 20 juillet 2016

Forbes Afrique, Gambie : de la présidentielle au retour du président Barrow, Javier Cacho Gómez le 26 janvier 2017, [http://www.forbesafrique.com/Gambie-de-la-presidentielle-au-retour-du-president-Barrow\\_](http://www.forbesafrique.com/Gambie-de-la-presidentielle-au-retour-du-president-Barrow_)

Protocol A/SP1/12/01 on Democracy and Good Governance Supplementary to the Protocol relating to the Mechanism For Conflict Prevention, Management, Resolution Peacekeeping and Security, 2001

Gambia: Security Council backs regional efforts to ensure peaceful transfer of power to Barrow, UN News Centre, <http://www.un.org/News/>, 19 janvier 2017

La séparation des pouvoirs, <http://www.bonjourde-france.com/>, consultée 28-08-17

Pour une nouvelle gambie fondée sur le respect des droits humains, Amnesty international, Alioune Tine, directeur d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, 6 avril 2017, [www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2017/04/](http://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2017/04/)